

Références : IC 22-0590

CHARTRES, le **22 SEP. 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



PARC ANIMALIER LA TANIÈRE

LE GRAND ARCHEVILLIERS
28630 NOGENT LE PHAYE

Code AIOT : 0010013019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2022 dans l'établissement PARC ANIMALIER LA TANIÈRE implanté LE GRAND ARCHEVILLIERS 28630 NOGENT LE PHAYE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi des inspections antérieures

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC ANIMALIER LA TANIÈRE
- LE GRAND ARCHEVILLIERS 28630 NOGENT LE PHAYE
- Code AIOT : 0010013019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Parc zoologique avec une partie refuge et une partie présentation au public d'animaux d'espèce non-domestiques et domestiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets des eaux usées et pluviales
- autosurveillance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les travaux au niveau du forage ne sont pas terminés.

Un système de mesure totaliseur de la consommation d'eau du forage n'est pas mis en place.

Les analyses des eaux usées et pluviales ne sont pas réalisées à ce jour, même si le système de prélèvement est mis en place.

Les constructions et le fonctionnement de la Tanière ne répondent plus au dossier initial, ni à l'étude de dangers.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réalisation et équipement de l'ouvrage	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 17.2.2.2	/	Sous 30 jours
2	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 17.3	/	Sous 30 jours
4	Entretien et suivi des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 19.2	/	Sous 30 jours
7	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 21.2	/	Sous 30 jours
8	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 21.3	/	Sous 30 jours
9	Autosurveillance des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 22.1	/	Sous 30 jours
10	Autosurveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 22.1	/	Sous 30 jours
13	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 2.1	/	Sous 60 jours
14	mise à jour de l'étude d'impact et de danger	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 2-11-2	/	Sous 60 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Protection des réseaux internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 18.4	/	Sans objet
5	- Conception des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 19.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Localisation de point de rejet	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 20.4	/	Sans objet
12	POINT DE PRÉLÈVEMENT	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 23	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux au niveau du forage ne sont pas terminés.

Un système de mesure totaliseur de la consommation d'eau du forage n'est pas mis en place.

Les analyses des eaux usées et pluviales ne sont pas réalisées à ce jour, même si le système de prélèvement est mis en place.

Les constructions et le fonctionnement de la Tanière ne répondent plus au dossier initial, ni à l'étude de dangers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation et équipement de l'ouvrage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 17.2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, prélèvement d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : respect des prescriptions de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.
Constats : Non conforme
Observations : Les travaux de construction et de mise au norme du forage vis-à-vis du de l'arrêté du 11/09/2003 ne sont pas terminés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 17.3
Thème(s) : Risques accidentels, consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
Constats : Non conforme
Observations : Absence d'un dispositif de mesure totaliseur à la sortie du forage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protection des réseaux internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 18.4
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents aqueux rejetés par Les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celle utilisées pour l'extinction pourront être recueillies dans les réseaux. [1 sera mis en place un bassin de régulation des eaux pluviales qui servira également de bassin de rétention des eaux d'incendie de 3140 m³ équipé d'une vanne obstructive.
Constats : conforme
Observations : Présence de systèmes de rétention des eaux usées et des eaux d'extinction d'incendie avec des vannes d'obstruction. les pompes de relevage des eaux usées seront automatiquement stoppées en cas de problème et donc il n'y aura plus de rejets dans le réseau des eaux usées de Chartres Métropole.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien et suivi des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 19.2
Thème(s) : Risques accidentels, Pré-traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de pré-traitement seront correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés quotidiennement. Les résultats des mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La mesure des principaux paramètres de rejets des eaux usées n'est pas réalisée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : - Conception des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 19.1
Thème(s) : Risques accidentels, Pré-traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de pré-traitement sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Les aménagements prévus par la S.A.S. « LA TANIÈRE » sont : - Pompes de relevage dilacératrice (broyage) ; - Dégrillage à chaque point de collecte des bâtiments de nuit ; - Un canal de comptage avec mise en place d'un débitmètre et de sonde de température et PE, juste avant le déversement dans la station d'épuration de Chartres Métropole ;
Constats : conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Localisation de point de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 20.4
Thème(s) : Risques accidentels, convention rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La S.A.S. « LA TANIÈRE » est autorisée, par convention avec la collectivité « Chartres Métropole », à déverser au réseau public d'assainissement au nord du site les eaux usées domestiques et industrielles après pré-traitement. La localisation précise du point de rejet et une copie de la convention de déversement seront envoyés à l'inspection des installations classées. Les eaux sont individualisées et canalisées dans des réseaux séparés à l'intérieur de l'établissement.
Constats : Conforme
Observations : Le point de rejet est localisé et la convention de déversements des eaux usées a été rédigée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 21.2
Thème(s) : Risques accidentels, gestion eaux usées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 21.2 - Eaux usées — eaux résiduaires Les rejets de ces eaux doivent respecter l'ensemble des dispositions fixées par la convention de déversement au réseau public d'assainissement qui sera signée avant l'ouverture de l'établissement. Les rejets doivent également respecter l'ensemble des prescriptions réglementaires en vigueur. 21.2. 1 - Débit Les débits autorisés sont définis dans la convention de déversement avec « Chartres Métropole » ou son prestataire. 21.2.2 - Température, pH et couleur Les rejets doivent respecter les conditions suivantes : température maximale autorisée : < 30° C et pH compris entre 5,5 et 8,5 21.211/05/223 - Substances polluantes Les rejets doivent respecter les valeurs limites supérieures fixées dans la convention de déversement établie entre la SAS « LA TANIÈRE » et la station d'épuration de Chartres Métropole ou son prestataire et à minima ne pas dépasser les valeurs avant raccordement suivantes : PARAMETRES QUANTITE EN mg/l MES 600 DCO 2000 DBO5 806 AZOTE TOTAL (exprimé en N) 158 PHOSPHORE TOTAL 50 (exprimé en P) SER 300 Ces valeurs s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses réalisées sur un échantillon représentatif du rejet sur 24 heures. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépassera le double de sa valeur limite prescrite. Pour la température, le débit et Le pH l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.
Constats : Les campagnes de mesures des paramètres n'ont pas encore débutées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 21.3
Thème(s) : Risques accidentels, gestion eaux de pluie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant mettra en œuvre tous les moyens afin d'éviter de polluer le milieu environnant ; pour ce faire il devra : récupérer les eaux de la partie du parking imperméabilisée et des voiries avec mises en œuvre d'un séparateur hydrocarbure avant rejet dans le bassin de rétention ; + réaliser un bassin de rétention équipé d'un dispositif permettant de stopper tout déversement accidentel vers l'exutoire en aval du projet. 28/34 "- Les concentrations maximales des rejets d'eaux pluviales sont définies ci-dessous : e DCO 3060 mg/l si flux journalier < 100 Kg/j e MES 100 mg/l si flux journalier < 15 Kg/j 8e hydrocarbures 100 mg/l si flux journalier > 0,02 kg/j
Constats : Non conforme
Observations : Aucune analyse n'a été réalisée à ce jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Autosurveillance des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 22.1
Thème(s) : Risques accidentels, autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un système de comptage en continu des volumes des eaux rejetées dans le réseau d'eaux usées. L'exploitant mesure également d'autres paramètres dans les conditions définies ci-dessous ou demandées, en sus, dans la convention de déversement : PARAMÈTRES FRÉQUENCE Rejets eaux usées non domestiques pré-traitées Volume journalier continue pH continue TEMPÉRATURE continue DBO 5 une fois par semestre DCO une fois par semestre MES une fois par semestre AZOTE total une fois par semestre PHOSPHORE total une fois par semestre GRAISSES (meH) 1 fois/an. Les mesures de concentration seront effectuées sur des échantillons moyens en 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (4°C). Les analyses sont effectuées sur des échantillons non décantés. Les mesures seront effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : La fréquence de réalisation des analyses des eaux usées n'est pas encore mise en place.
Observations : L'exploitant s'engage à les faire tous les trimestres.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Autosurveillance des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 22.1
Thème(s) : Risques accidentels, autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à une mesure annuelle des paramètres définies à l'article 21-3 du présent arrêté, sur les eaux pluviales, avant rejet dans le milieu au niveau de l'exutoire du bassin de rétention.
Constats : Non conforme
Observations : Les analyses ne sont pas réalisées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : POINT DE PRÉLÈVEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au niveau de l'ouvrage de rejets d'effluent liquide est prévu un point de prélèvement d'échantillon et de mesure dont l'emplacement doit être validé par la DDETSPP d'Eure-et-Loir. Ce point est aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent être également prises pour faciliter des interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 2.1
Thème(s) : Élevage, dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.
Constats : Les installations construites et le fonctionnement de l'établissement ne sont pas en adéquation avec les éléments décrits dans le dossier d'autorisation environnementale initiale. Une actualisation du dossier est attendu dans les plus brefs délais.
Type de suites proposées : Susceptible de suites.
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : mise à jour de l'étude d'impact et de danger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 2-11-2
Thème(s) : Élevage, dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.
Constats : Les modifications apportées au projet par rapport au dossier initial entraîne le besoin de la réactualisation de l'étude de dangers.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet